



Bac : les épreuves de spécialités vont-elles être décalées à juin ?

11h00 , le 16 janvier 2022

Le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, devrait consulter cette semaine le conseil national de la vie lycéenne pour voir si le report des épreuves du bac est opportun. A quelques mois de la présidentielle, le dossier reste très sensible...



Le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer. (AFP)

Une fois encore, le bac sera au cœur des débats. A l'issue d'une journée de grève massive contre le protocole sanitaire, puis d'une réunion-marathon avec les syndicats en présence du Premier ministre, Jean-Michel Blanquer a annoncé jeudi soir qu'il allait voir, avec les organisations représentatives, s'il était "opportun" de reporter les épreuves de spécialités prévues du 14 au 16 mars vers le mois de juin. Un vrai changement quand on connaît l'attachement du ministre au calendrier actuel, permettant d'intégrer les notes (comptant pour 32% du nouveau bac) à la plateforme Parcoursup. Le dossier est donc sur la table.

Ceux qui militent pour un report montent la garde. "J'attends la décision officielle avant de dire qu'on a gagné sur ce point-là", affirme Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, le syndicat majoritaire chez les enseignants du second de degré. "Nous demandons le report des épreuves en juin, avec les programmes de mars", précise Jean-Rémi Girard, le président du syndicat national des lycées et collèges. Avec FO, Sud et la CGT, ils viennent de lancer une pétition pour réclamer le report : "Les classes se vident au gré des cas de Covid et des cas contacts, les absences perlées des élèves conduisent à une forme de discontinuité pédagogique. Préparer sereinement les épreuves dans ce contexte est devenu illusoire".

Des positions différentes

Si chacun reconnaît que la période est compliquée (on comptabilisait 331.715 élèves et 25.571 personnels positifs vendredi), tout le monde ne défend pas la même position. Notamment parmi les élus du Conseil national de la vie lycéenne que Jean-Michel Blanquer que devrait consulter, par visio, mercredi prochain avant de décider. "Reporter ces épreuves en juin, c'est ajouter du stress et de la pression : nous passons déjà le Grand Oral et la philosophie, répond Ruben Carius, le président de l'organisation Les Lycéens! Pour nous, c'est aussi très important d'avoir des épreuves nationales et anonymes qui comptent dans nos dossiers Parcoursup". Son organisation propose donc d'aménager les épreuves de mars, en dédoublant les sujets et en prévoyant une semaine banalisée pour bien se préparer. Selon lui, la majorité du CNVL est contre un



report.

Lire aussi - SONDAGE. Covid-19 : 58% des Français favorables au passe vaccinal, un chiffre en forte baisse

Parmi les enseignants, certains se posent aussi des questions. "On est obligé de tenir compte des perturbations, reconnaît Alexis Torchet, secrétaire national du Sgen-CFDT. Mais un report en juin risque de poser des problèmes de calendrier et d'aboutir à une surcharge de travail". Il y avait selon lui d'autres options. Mais si le report est décidé, il plaide pour avril ou mai. "Depuis que le Premier ministre a validé l'hypothèse d'un report, il nous semble qu'on se dirige vers cette solution, analyse Claire Krepper, secrétaire nationale du SE-Unsa. Le match est plié. Il faut maintenant trouver la meilleure organisation, le meilleur calendrier. Notre préférence serait que ça se passe plutôt en mai".

Et les autres plans B? Le comité de suivi de la réforme du bac avait commencé à plancher sur différents scénarii : passage au contrôle continu (Jean-Michel Blanquer a écarté l'hypothèse vendredi sur France-Info), possibilité de garder la meilleure note - celle de l'épreuve ou la moyenne des bulletins - comme pour la philo l'an passé, de décaler les épreuves, dédoublement du nombre de sujets... "Cela méritait être réfléchi. Mais là, vu ce qu'a dit le ministre jeudi en conférence de presse, je ne vois pas comment on peut éviter le report", analyse Bruno Bobkiewicz, du syndicat national des personnels de directions (SNPDEN-Unsa). Dans ce cas, pour lui aussi, mieux vaudrait décaler au mois de mai : "En juin, ce n'est pas possible. Les professeurs de spécialités sont déjà pris pour le Grand Oral".

Les parents restent prudents

Les tractations sont donc ouvertes... Les parents, eux, restent prudents. Laurent Zameczkowski, le porte-parole de la PEEP, dit préférer un report au passage en contrôle continu, mais attend d'en savoir plus sur les aménagements possibles. Carla Dugault, la co-présidente de la FCPE, elle, se prononce pour un report, mais plutôt au mois d'avril, et avec des programmes allégés.

Pas sûr qu'un retour en arrière soit vraiment possible. "Vu la mobilisation de jeudi, l'exécutif ne prendra pas le risque d'un mouvement social dans les lycées en mars, juste avant la présidentielle", avance un syndicaliste. "Quand on regarde le calendrier de juin, on voit bien qu'on ne peut reporter ces épreuves qu'en remettant en cause le grand Oral. Le Snes essaie avoir la peau du nouveau bac, analyse un connaisseur. Jean-Michel Blanquer va devoir jouer serré s'il veut sauver sa réforme sans sacrifier son avenir politique."

Seul point qui met tout le monde d'accord : il va falloir trancher très vite. Enseignants, lycéens et parents ont besoin de savoir ce qui les attend, avant les vacances de février.

